

taurer et réglementer la confiscation et l'attribution par l'Etat des entreprises de presse, de publication de journaux ou d'écrits périodiques, d'agences d'information, de publicité ou de reportage photographique, ayant collaboré avec l'ennemi, n° 88. — Le 17 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission du règlement et des pétitions sur : 1° la proposition de résolution de M. André Colin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 8 de la résolution du 29 novembre 1945 instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents ; 2° la proposition de résolution de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les articles premier et 2 de la résolution du 22 novembre 1945 instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents, n° 297.

### Interventions :

Son rapport au nom du 6<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département du Nord (1<sup>re</sup> circonscription) (A. de 1945, p. 26). — Est entendu sur le dépôt d'une proposition de résolution de M. Vincent Auriol tendant à la nomination d'une Commission de 44 membres chargée d'élaborer le projet de Constitution (p. 80). — Prend part à la discussion : de son rapport relatif au règlement de l'Assemblée Nationale Constituante : en qualité de *Rapporteur* (p. 88) ; *Art. 12* (p. 91) ; *Art. 14* (p. 96) ; *Art. 15* (p. 109) ; *Art. 21* (p. 110) ; *Art. 25* (p. 111) ; *Art. 58* (p. 114) ; *Art. 98* (p. 117) ; — de la proposition de résolution de M. Jacques Duclos instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents : en qualité de *Rapporteur* (p. 142 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Discussion générale* (p. 390) ; — du projet de loi relatif à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone française : *Art. 5* (p. 403) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : INTÉRIEUR (p. 453) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Liaisons entre la France et la Corse* (p. 512) : En qualité de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information* répond aux questions posées par :

M. Ouzegane sur les raisons ayant motivé la suspension d'autorisation du journal *l'Algérie nouvelle* d'Alger, nouveau titre du journal *La Lutte sociale* ; M. Bardoux sur la présentation officielle des articles de fond de la presse étrangère (A. de 1946, p. 383). — Est entendu au cours du débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellations (p. 463, 668). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la liberté de la presse (p. 730 et suiv.) ; — du règlement de l'ordre du jour (p. 1682) ; — du projet de loi portant dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale et intervention de M. Lussy* (p. 1796) ; *Ses observations* (p. 1805 et suiv.) ; *Sur le passage à la discussion des articles* (p. 1808) ; Art. 2 : *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber* (p. 1822) ; *Amendement de M. Grenier* (p. 1826) ; *Amendement de M. Roulleaux-Dugage* (p. 1827) ; Art. 5 : *Amendement de M. Galy-Gasparrou* (p. 1828) ; Art. 6 : *Amendement de M. Galy-Gasparrou* (p. 1830) ; Art. 8 : *Amendement de M. Galy-Gasparrou* (p. 1835) ; *Amendement de M. Grenier* (ibid.) ; *Amendement de M. Dusseaulx* (p. 1885) ; Art. 15 : *Amendement de M. Rio* (p. 1890) ; Art. 17 : *Amendement de M. Rio* (p. 1892) ; Art. 19 : *Amendement de Mme Braun* (p. 1893) ; Art. 20 : *Amendement de Mme Braun* (p. 1895) ; *Amendement de M. Rio* (p. 1896) ; Art. 23 : *Amendement de Mme Braun* (p. 1898) ; Art. 24 : *Amendement de M. Rio* (ibid.) ; *Amendement de M. Delcos* (p. 1200) ; *Amendement de M. Thuillier* (p. 1901) ; Art. 29 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1902) ; Art. 37 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1903) ; Art. 39 : *Amendement de M. Delcos* (p. 1904) ; *Ses observations* (p. 1907). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1929). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du Budget général de l'Exercice 1946 : *Emissions régionales de radio-diffusion* (p. 2100) ; FINANCES (p. 2102 et suiv.) ; Dépenses ordinaires ; INFORMATION : Chap. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* (p. 2104).

### DEFOS DU RAU (M. Joseph), Député du département des Landes.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139).

**Dépôt :**

Le 27 décembre 1945, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Emile Engel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter le rapatriement des Alsaciens et des Lorrains retenus en captivité par les armées alliées, n° 222.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au statut du fermage : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 1247 et suiv.) ; Art. 12 : *Son amendement* (p. 1282) ; Art. 14 : *Son amendement* (p. 1293) ; Art. 15 : *Son amendement* (p. 1296) ; *Son second amendement* (p. 1300) ; *Ses deux autres amendements* (p. 1301) ; Art. 20 : *Son amendement* (p. 1312) ; *Le retire* (ibid) ; *Son amendement au texte modificatif de l'article 62 de l'ordonnance du 17 octobre 1945* (p. 1316). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 191).

**DEGROND (Mme Germaine), Député du département de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommée membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

**Dépôts :**

Le 30 décembre 1945, une proposition de loi, tendant à l'abrogation de la loi du 11 juin 1896 portant réglementation des Halles centrales de Paris et à la réorganisation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national, n° 249.  
— Le 4 avril 1946, une proposition de loi tendant à la réorganisation des méthodes du ravitaillement, n° 866. — Le 13 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi concernant la répression des infractions graves au ravitaillement, n° 1018. — Le 18 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du ravitaillement sur

le projet de loi concernant la répression des infractions graves au ravitaillement, n° 1092.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : RAVITAILLEMENT : (A. de 1945, p. 479). — Est entendue au cours de la discussion : d'interpellations sur la politique ravitaillement (A. de 1946, p. 410) ; — de la proposition de loi de M. Lecourt tendant à supprimer les bons de circulation : en qualité de *Présidente* de la Commission du ravitaillement : *Renvoi de la proposition à la Commission* (p. 632). — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : Art. 23 : *Amendement de M. Coty* (p. 874) ; — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 20 : *Son article additionnel* (p. 1317). — Est entendue, en qualité de *Présidente* de la Commission du ravitaillement, sur le renvoi à la Commission du projet sur les infractions graves au ravitaillement (p. 1665). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réalisation d'économies au titre du budget général de l'Exercice 1946 : Chap. 6 : *Ses observations* (p. 2095) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; Dispositions spéciales : Art. 48 : *Ses observations* (p. 2376).

**DELACHENAL (M. Joseph), Député du département de la Savoie.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139).

**Dépôts :**

Le 29 novembre 1945, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République française, n° 38. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 47 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage, n° 408. — Le 22 mars 1946, une proposition de loi sur les allocations familiales agricoles, n° 728.